



HAL
open science

La réforme du droit civil en Ukraine: l'impact de la guerre

Anatoliy Kostruba

► **To cite this version:**

Anatoliy Kostruba. La réforme du droit civil en Ukraine: l'impact de la guerre. 2èmes Journées régionales– Réformes récentes en Europe Centrale et de l'Est, l'Association Henri Capitant; Université de Bucarest, Oct 2024, Bucarest (Roumanie), Roumanie. hal-04742236

HAL Id: hal-04742236

<https://hal.science/hal-04742236v1>

Submitted on 21 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La réforme du droit civil en Ukraine: l'impact de la guerre

KOSTRUBA Anatoliy
professeur de Droit Civil en Ukraine
enseignant - chercheur
Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne

La codification du droit civil en Ukraine a une histoire relativement insignifiante mais plutôt colorée. En moins de cent ans, l'Ukraine a reçu trois actes de codification, dont chacun a marqué une époque entière dans le développement de la culture nationale, de la tradition juridique et des relations économiques.

La première codification a eu lieu en 1922 et est associée à l'établissement du pouvoir soviétique sur le territoire de l'Ukraine après l'effondrement de l'Empire russe en 1917. Cependant, elle reste caractérisée par la réglementation des relations commerciales de la période de la « nouvelle politique économique ». Cette période a été marquée par le développement de l'esprit d'entreprise afin de restaurer l'économie de l'Ukraine soviétique détruite par la guerre civile (1918-1922).

La deuxième codification est le code civil de la RSS d'Ukraine de 1963. Ce code est entré en vigueur le 1er janvier 1964 et contenait des tâches idéologiques visant à construire une société socialiste dans la période qui a suivi la NEP. En particulier, le code consacre la propriété individuelle des objets d'usage personnel, limite la propriété privée et renforce considérablement le rôle de la propriété collective.

Une innovation importante de la deuxième codification a été le rejet du dualisme en droit privé, caractéristique de la France, et la réglementation des relations exclusivement par les normes du code civil. Le code civil devient le code des citoyens. Les activités commerciales des entreprises sont réglementées par les méthodes administratives du droit public

Malgré son indépendance formelle, l'Ukraine, comme les autres républiques de l'URSS, était soumise à une administration unique. Le centre de cette administration se trouvait à Moscou. Il n'est pas exclu que toutes les codifications républicaines soient basées sur les dispositions du Code de la RSFSR de 1964. Le code civil ukrainien est une exception et c'est d'ailleurs ce contexte politique qui a servi de base à la troisième codification.

En 2003, le code civil de l'Ukraine indépendante a été adopté. Malgré la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine, l'influence de la Russie sur les processus politiques en Ukraine n'a pas disparu. Au contraire, elle devient un élément de la politique étrangère des deux États. En fin de compte, le code civil de 2003, conformément aux traditions des codifications précédentes, est devenu une copie du code civil russe de 1996. Cela s'explique par le fait que le développement politique et économique de l'Ukraine entre 1991 et 2014 s'est déroulé dans le domaine des intérêts politiques de la Russie, ce qui a nécessité une consolidation législative en Ukraine.

En 2014, une nouvelle étape du développement de l'Ukraine a commencé. Elle est liée à l'intégration dans la Communauté européenne. Ce processus a une

modernes basés sur les signes de la numérisation de certains moments, l'emprunt de constructions de différents systèmes juridiques, par exemple, la confiance.

L'unification de toutes les sphères du droit civil est d'une importance capitale dans le processus de la quatrième codification. Il est envisagé de fusionner le code de la famille avec le code civil et d'inclure une section distincte sur le droit international privé. Actuellement, ce domaine est régi par une loi distincte de 2005 sur le droit international privé.

En outre, le code économique ukrainien de 2003 devrait être annulé en raison de son incompatibilité avec les dispositions du code civil ukrainien de 2003.

Après les événements dramatiques de février 2022, la réforme du code civil de 2003 sur les positions prévues a été interrompue.

Des problèmes plus importants ont été mis à l'ordre du jour, qui nécessitent une résolution immédiate. La guerre est devenue un facteur qui a changé l'idéologie de la réforme du code civil ukrainien de 2003 et le paradigme du droit privé ukrainien.

Premièrement. Le statut de la personne physique a subi des changements tectoniques.

La doctrine du droit civil introduit le concept de « personne disparue au combat ».

La version antérieure du code civil ukrainien prévoyait le concept de « personne disparue » (article 43 du code civil ukrainien). Cette personne était considérée comme une personne dont on ignorait le lieu où elle se trouvait depuis plus d'un an. Cette personne est reconnue par un tribunal.

Les circonstances dans lesquelles l'Ukraine s'est retrouvée en 2022 ont montré que cette disposition n'était pas viable dans des conditions de guerre.

Un an est une période trop longue, la garantie des intérêts de la personne disparue exige l'application de procédures plus courtes.

La théorie introduit le concept de « période spéciale », qui s'entend comme une période de conflit militaire.

En d'autres termes, dans des conditions de conflit militaire, il est possible de reconnaître la disparition d'un citoyen sur la base d'une demande de la personne concernée, sans passer par un tribunal.

Par conséquent, il est désormais possible d'établir la garde des biens et d'autres droits de propriété d'une personne disparue sans attendre une période d'un an, à partir du moment où une demande de recherche de la personne a été déposée et où

les informations pertinentes ont été inscrites dans le registre unifié des personnes disparues.

Depuis le lancement de ce registre en mai 2023, 38475 demandes ont été enregistrées, ce qui permet d'assurer la sécurité des biens, leur gestion et d'autres droits. En particulier, la personne concernée conserve son lieu de travail et son salaire, et la garde des enfants mineurs est établie.

Deuxièmement, sous l'influence du facteur guerre, il y a un changement dans le calcul des délais de prescription.

Un délai de prescription est le délai pendant lequel une personne peut demander à un tribunal de protéger son droit.

La suspension du délai de prescription en cas de force majeure est généralement reconnue. Pendant longtemps, elle a été considérée comme une circonstance spécifique. La guerre a changé la perception du délai de prescription. Étant donné que le facteur de la guerre a un impact massif sur la société et modifie le mode de vie habituel, il est raisonnable de prévoir comme condition de suspension du délai l'introduction de la loi martiale. Actuellement, dans le code civil ukrainien, il s'agit d'un motif de suspension du délai de prescription.

Troisièmement, il y a un changement dans la doctrine du droit de la responsabilité civile.

Les événements tragiques de 2022, qui ont commencé au centre de l'Europe, ont changé le monde. Des changements correspondants ont eu lieu dans les domaines du droit, de l'économie et de la politique. Ces changements ont affecté la science. Les scientifiques ukrainiens ont été confrontés au problème de la qualification juridique des dommages scolaires causés par des actions militaires. Il ne fait aucun doute que ce type d'acte nécessite une identification juridique dans la science et la pratique.

Il convient de noter que les phénomènes négatifs de la guerre (*de l'infliction de dommages au massacre de personnes*), dans le contexte de la doctrine du droit de la responsabilité civile, ne peuvent être définis comme généraux. Ils se différencient par les conditions de causalité et l'objet de l'acte. Il est donc raisonnable d'établir des règles d'indemnisation spéciales pour ce type de cas.

Nous ne pouvons pas non plus inclure les affaires militaires dans les types d'affaires spéciaux en raison de la nature extraordinaire de ce phénomène, qui ne peut pas être présent en permanence dans notre vie quotidienne.

La nature de ce délit a fait l'objet d'un débat académique considérable. Cela va de la responsabilité de la Fédération de Russie pour les dommages à l'indemnisation aux frais de l'Ukraine. Sur le plan juridique, la question s'est transformée en

bataille politique. La Cour suprême a décidé de limiter la souveraineté judiciaire de la Russie et a imposé la responsabilité plus tôt. Toutefois, ce jugement s'est avéré inapplicable. En fin de compte, la législation nationale a résolu ce casus belli comme suit. L'Ukraine assume la responsabilité des délits militaires dans la sphère du droit privé. Quant aux relations publiques entre la Russie et l'Ukraine sur cette question, elles font l'objet d'accords internationaux.

Quatrièmement, le facteur de la guerre a modifié les règles générales de l'héritage. Traditionnellement, la demande d'entrée en succession est présentée au notaire du lieu de résidence du défunt ou du lieu de ses biens. Cela s'explique par une certaine commodité dans l'unification de la procédure des actes notariés.

En raison de l'agression militaire, une partie importante du territoire ukrainien échappe au contrôle des autorités. Ainsi, la procédure habituelle d'héritage subit des changements. Actuellement, la demande d'héritage peut être faite n'importe où, selon la volonté de l'héritier. Cela nécessite des améliorations dans le système des registres de succession. Actuellement, toutes les demandes sont inscrites dans le registre unifié des successions, ce qui simplifie le mécanisme de traitement des demandes et la mise en œuvre de la procédure de succession.

J'ai beaucoup à dire sur mon sujet, mais je voudrais passer le relais à mes collègues. Je partagerai mes idées dans les pages des publications scientifiques.

Je vous remercie de votre attention.